



Les Français et le bien-être des animaux Vague 4 (2021)

Sondage Ifop pour la Fondation 30 Millions d'Amis

N° 117840

Contacts Ifop :

Jean-Philippe Dubrulle / Gautier Jardon

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 01 72 34 95 45

jean-philippe.dubrulle@ifop.com

Janvier 2021

FONDATION



**MILLIONS
D'AMIS**

reconnue d'utilité publique

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour la Fondation 30 Millions d'Amis

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 013** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 13 janvier 2021.

2 | Les résultats de l'étude



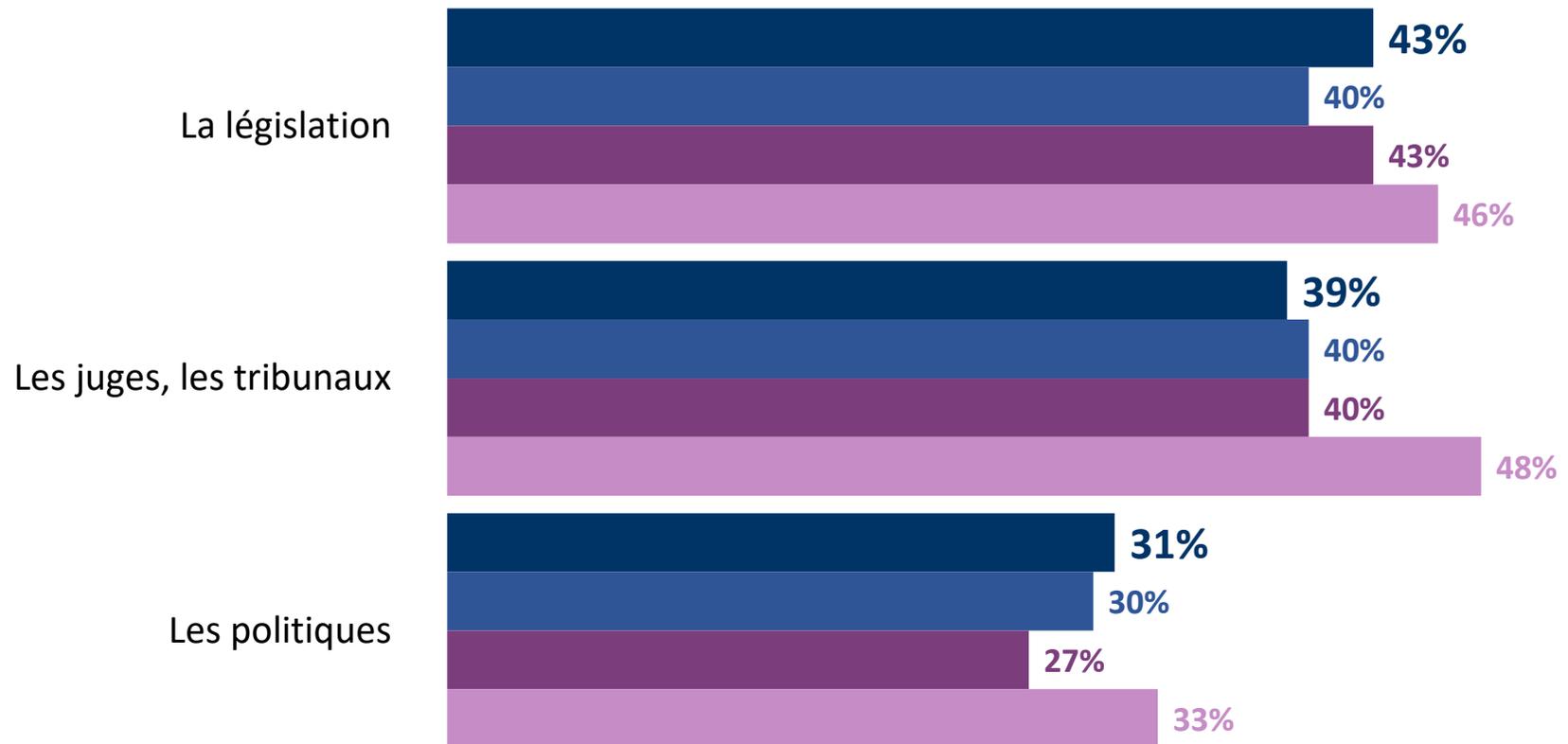
A | Le jugement sur la défense des animaux par différents acteurs

QUESTION : Vous personnellement, diriez-vous que les animaux sont très bien, assez bien, assez mal ou très mal défendus par... ?

Base : Ensemble des Français

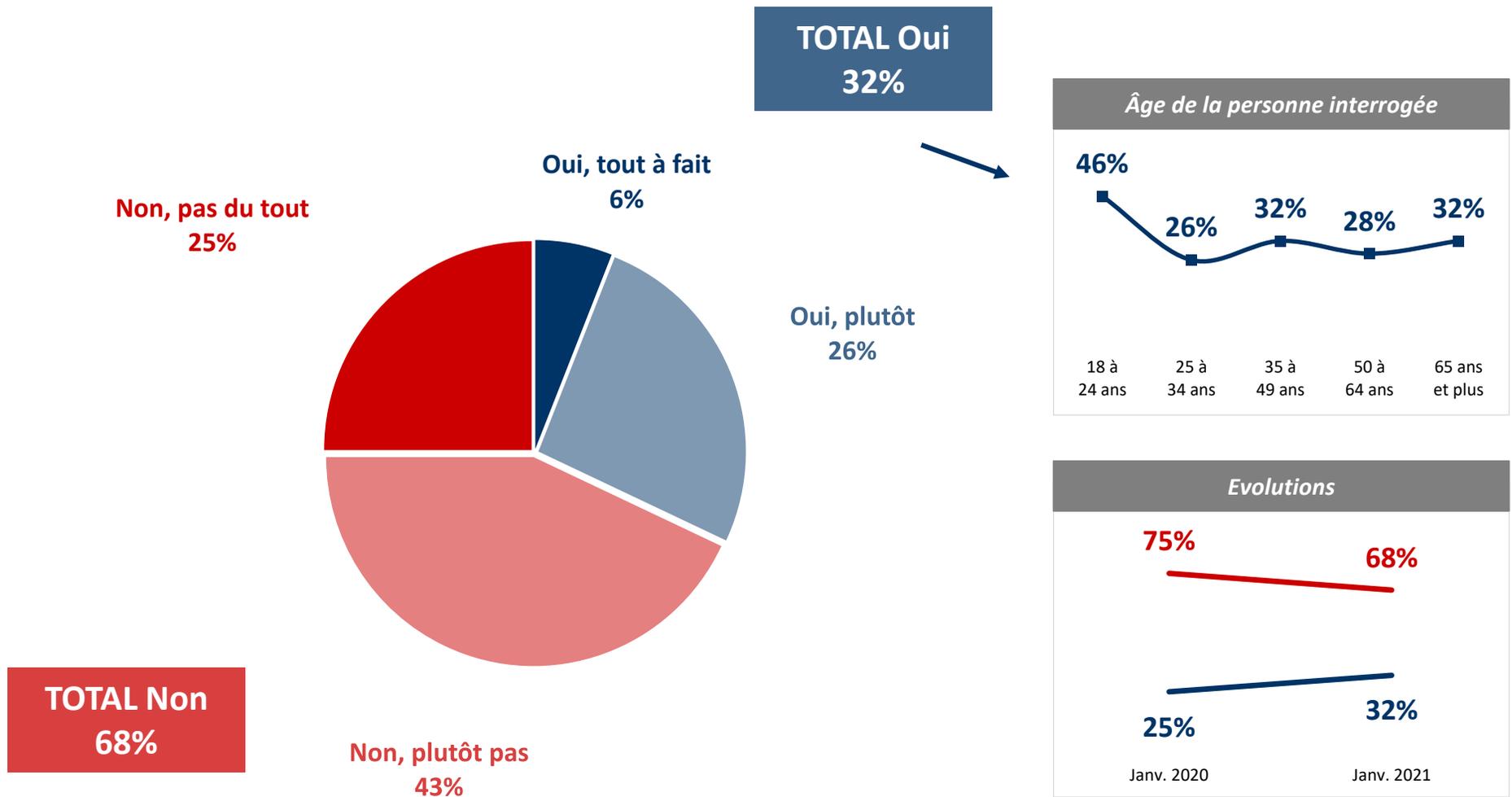
TOTAL Bien

■ Ensemble des Français - Janvier 2021 ■ Ensemble des Français - Janvier 2020 ■ Ensemble des Français - Février 2019 ■ Ensemble des Français - Février 2018



QUESTION : Et considérez-vous que le gouvernement prend suffisamment en compte la protection animale dans sa politique ?

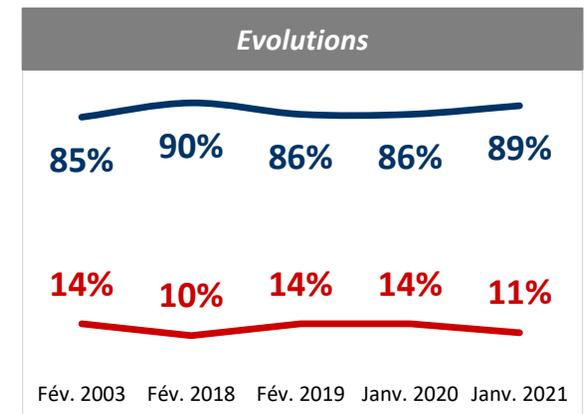
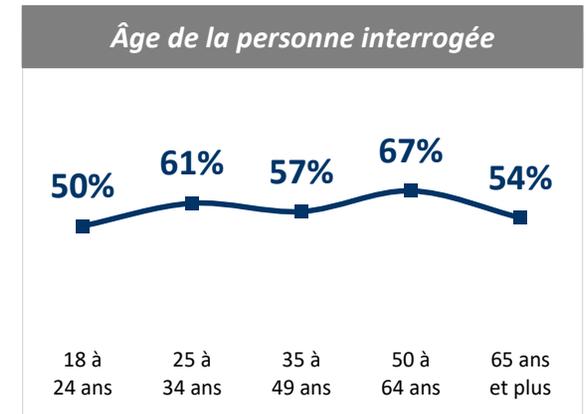
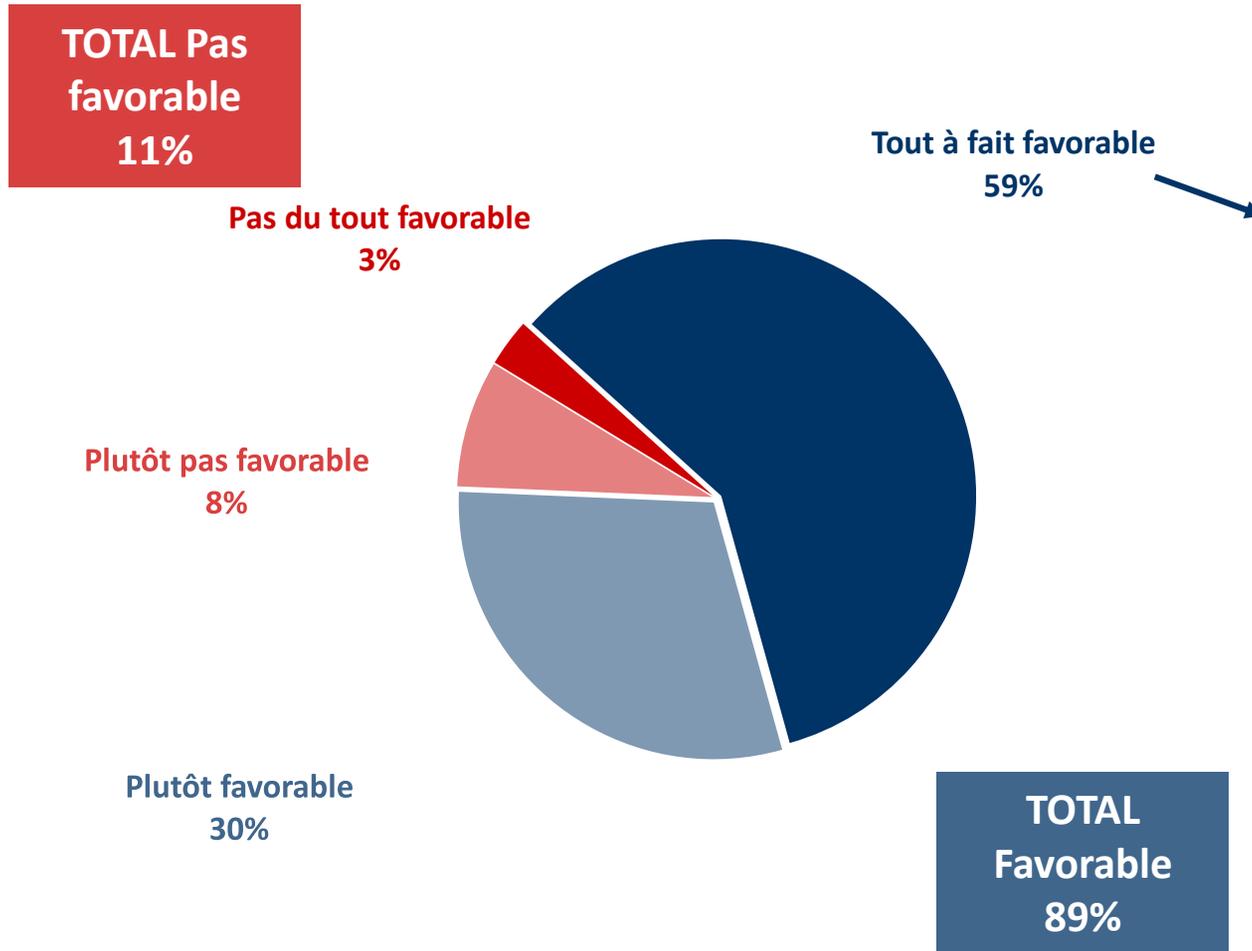
Base : Ensemble des Français



B | L'adhésion à différentes propositions relatives au bien-être des animaux

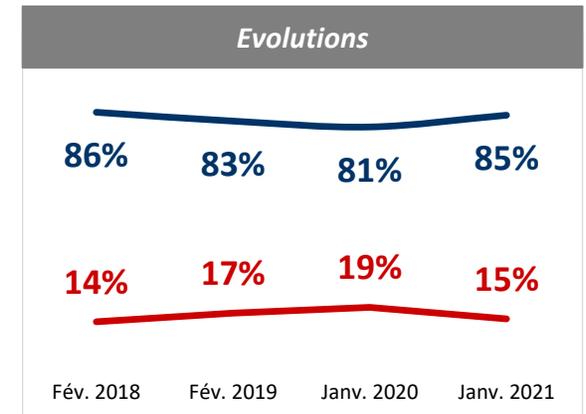
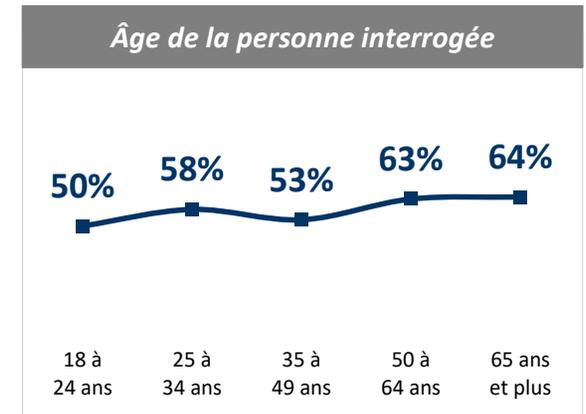
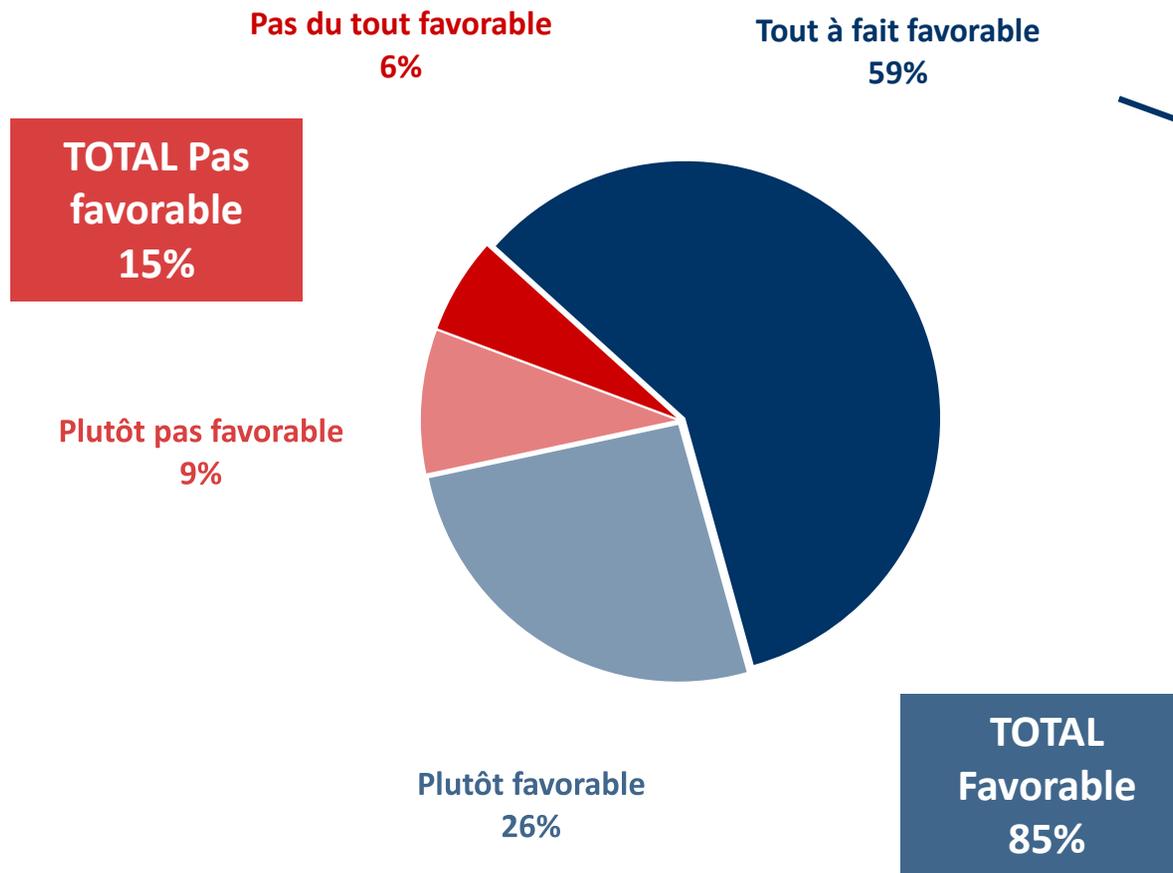
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction totale de toute expérimentation animale lorsqu'il est démontré que des méthodes substitutives peuvent être utilisées à la place ?

Base : Ensemble des Français



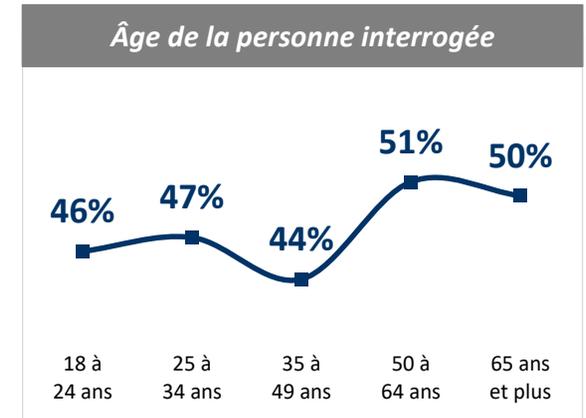
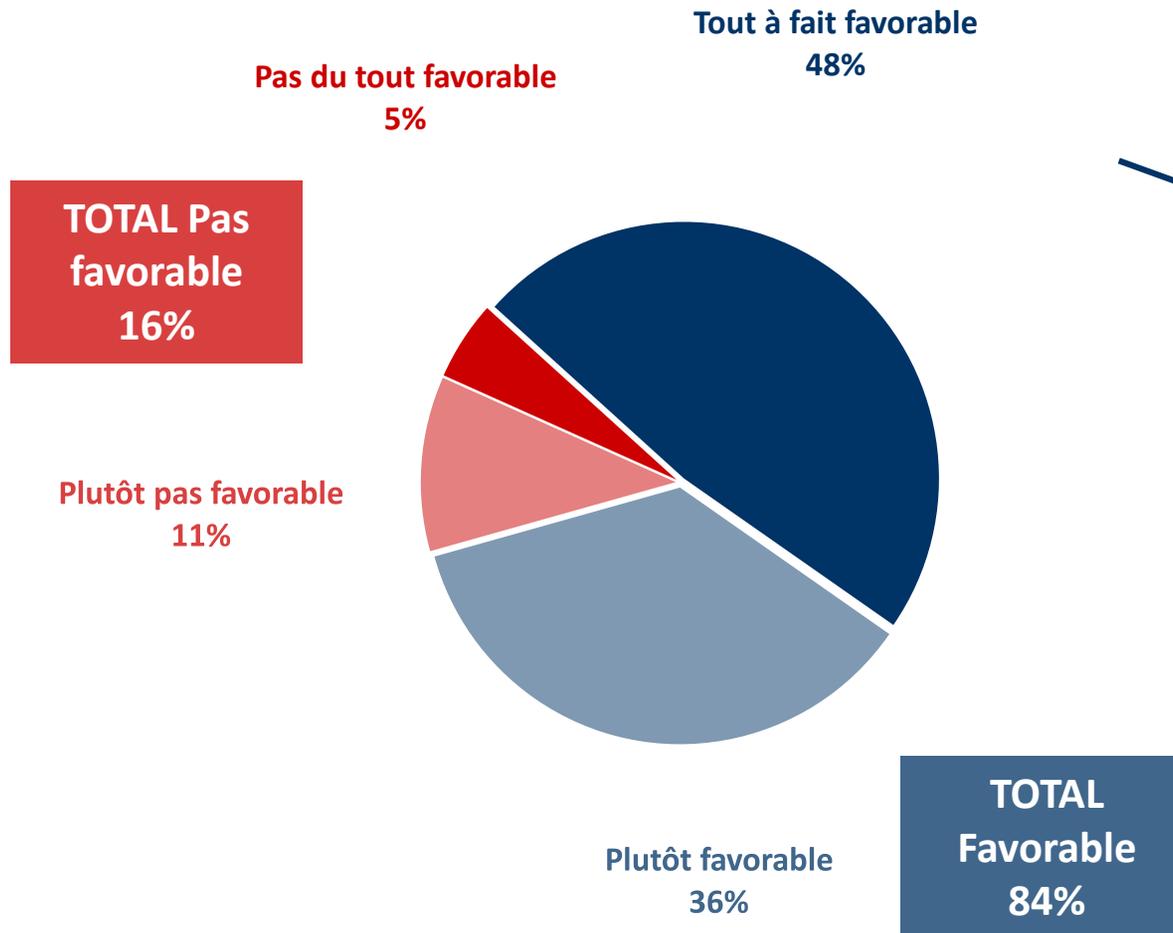
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction de l'élevage intensif (élevage qui vise à augmenter la productivité par exemple en raccourcissant la phase de croissance ou en utilisant des espaces réduits) ?

Base : Ensemble des Français



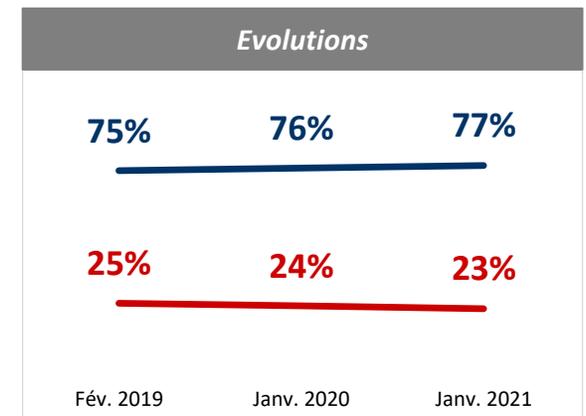
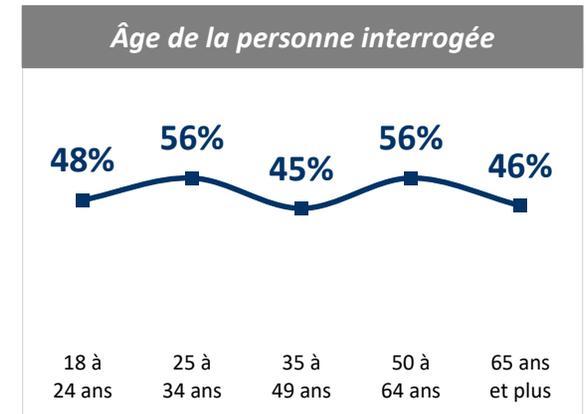
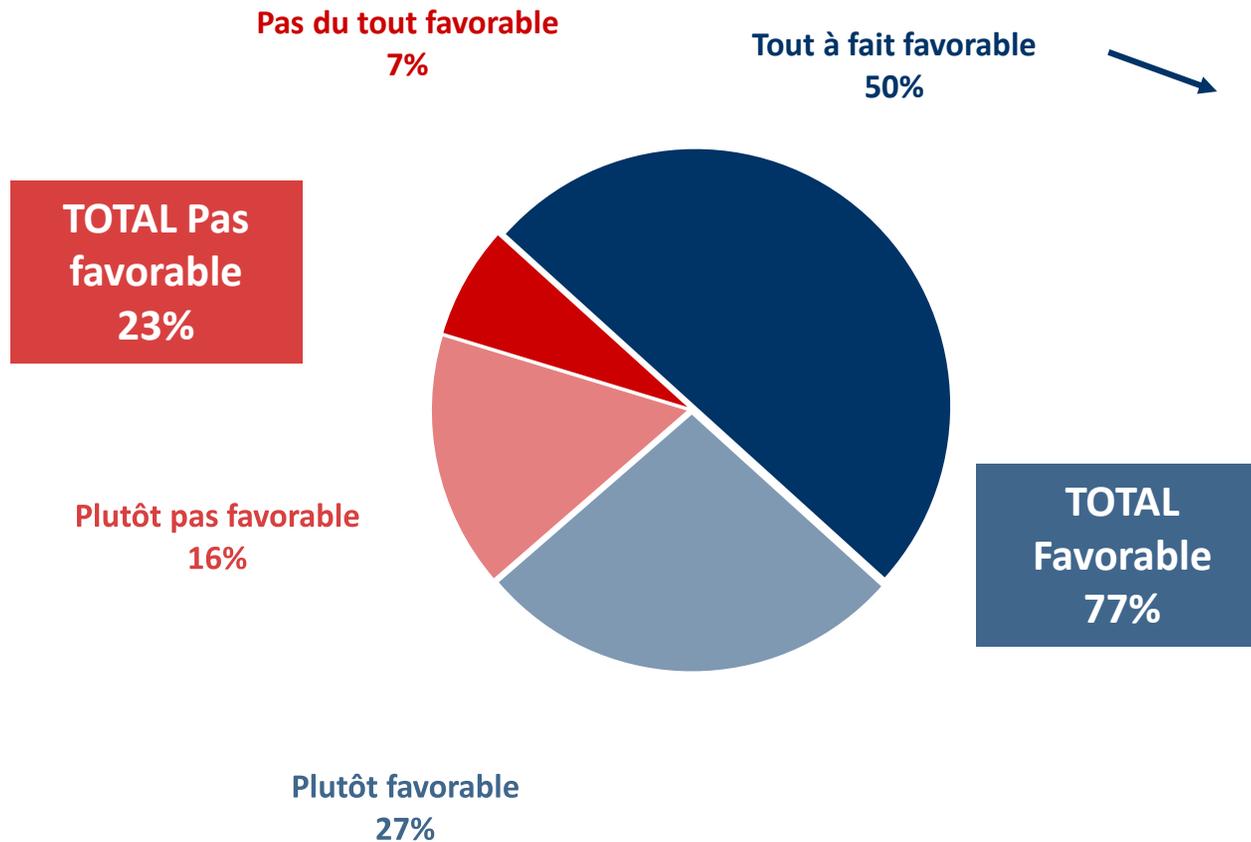
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à la mise en place d'un permis de détention d'animaux de compagnie (pour les nouveaux possesseurs d'animaux) afin de lutter contre l'abandon ?

Base : Ensemble des Français



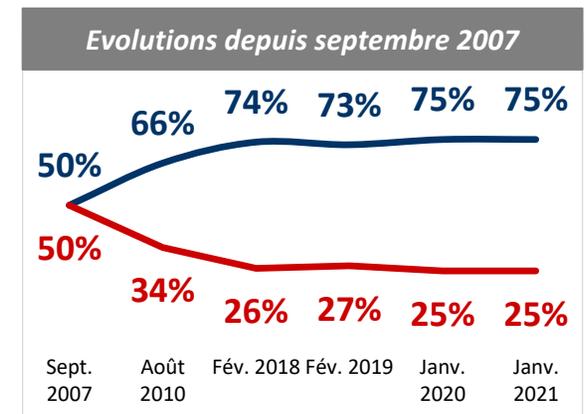
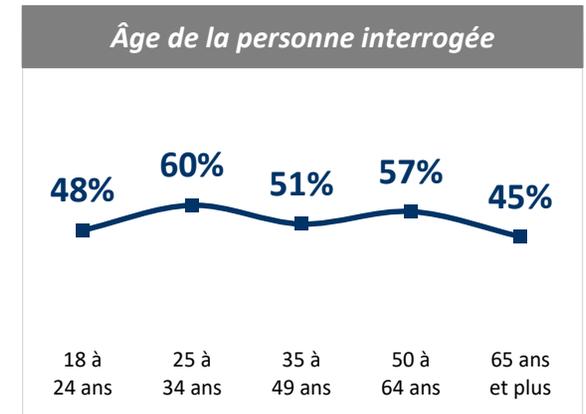
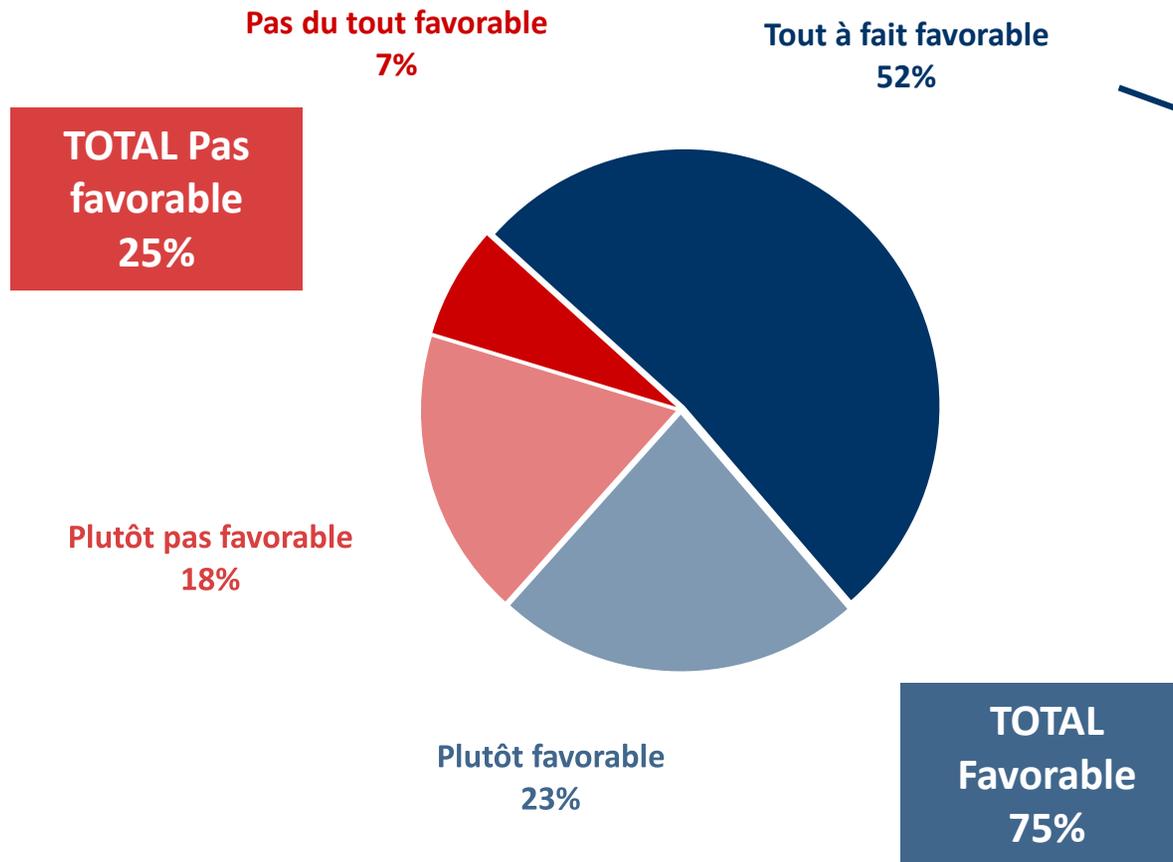
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction de la chasse à courre ?

Base : Ensemble des Français



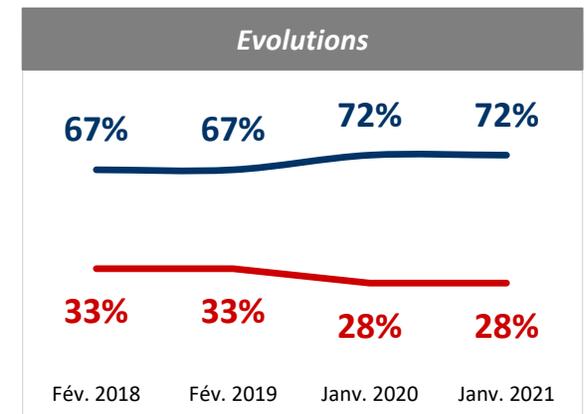
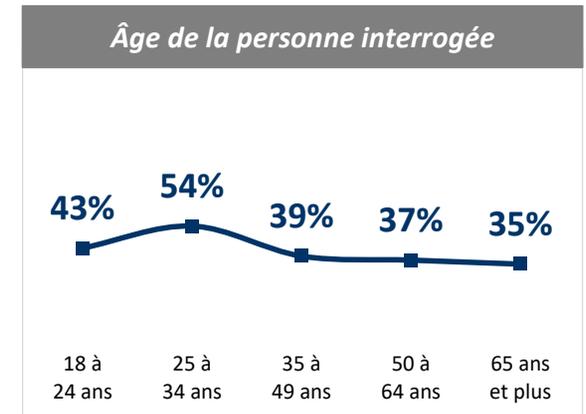
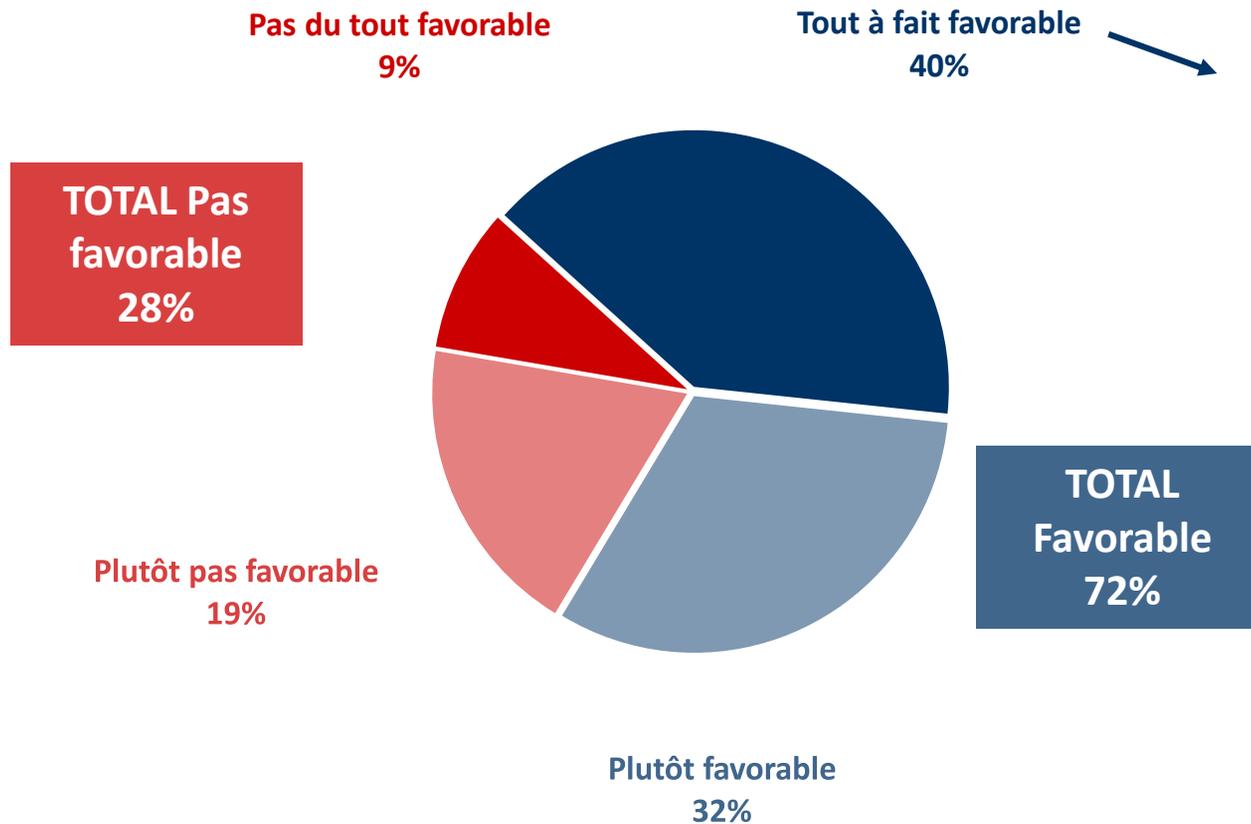
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction des corridas en France ?

Base : Ensemble des Français



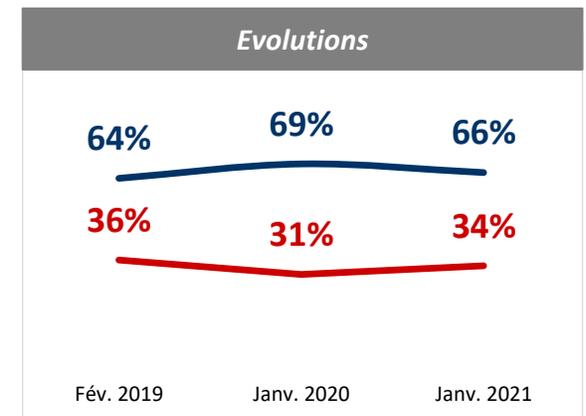
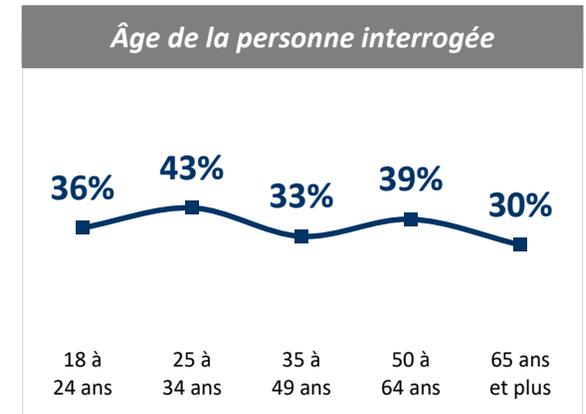
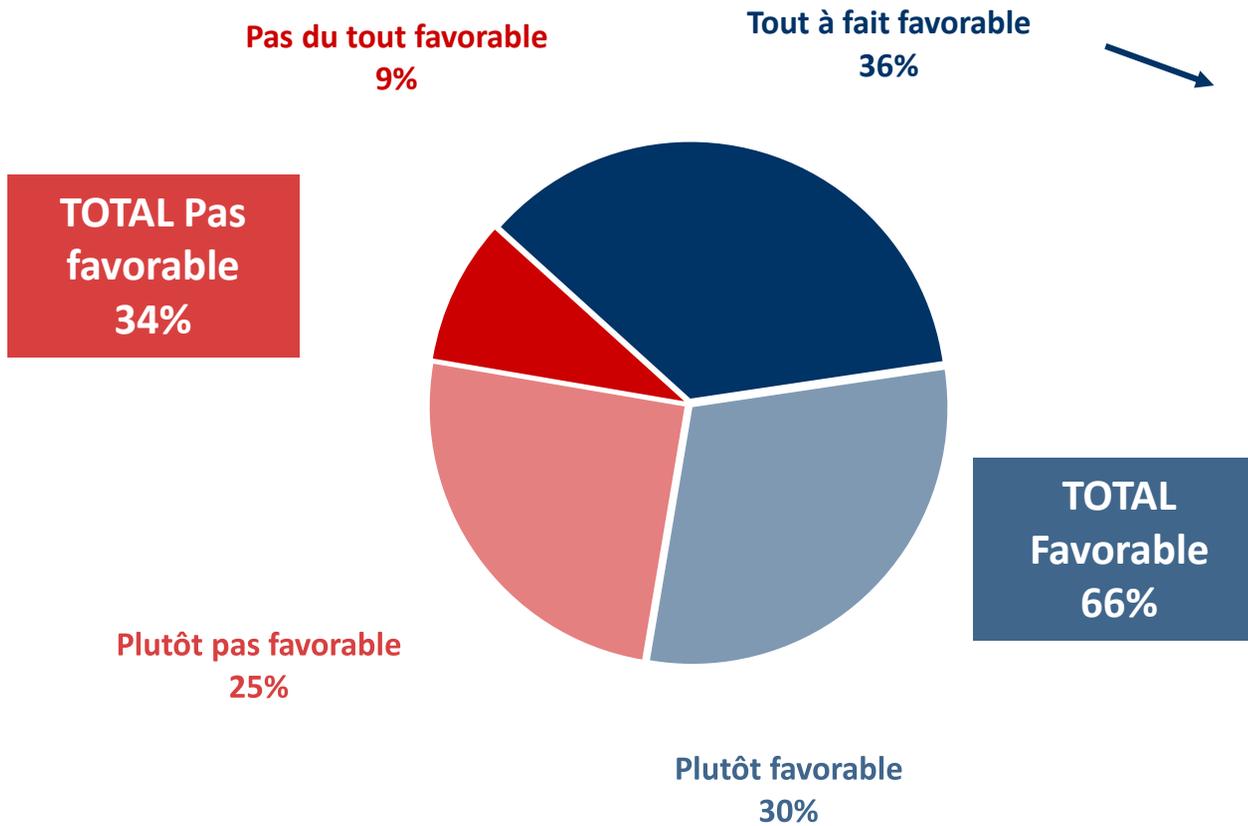
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction des delphinariums (aquariums pour dauphins et orques notamment) ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction de la vente d'animaux de compagnie par petites annonces ?

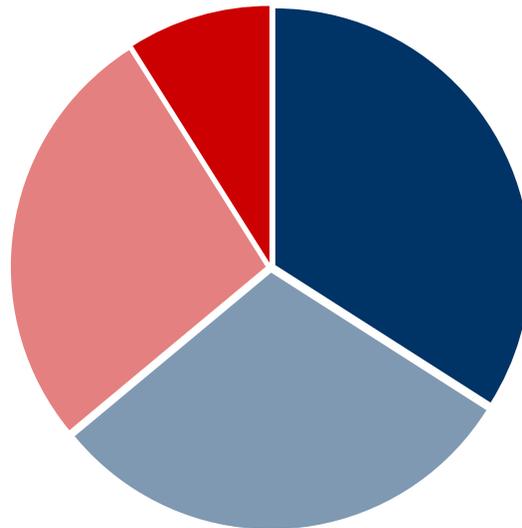
Base : Ensemble des Français

TOTAL Favorable 64%

Pas du tout favorable 9%

Tout à fait favorable 34%

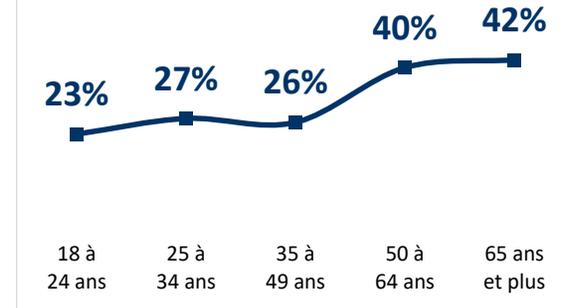
Plutôt pas favorable 27%



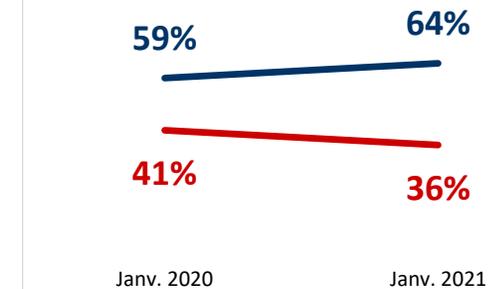
TOTAL Pas favorable 36%

Plutôt favorable 30%

Âge de la personne interrogée

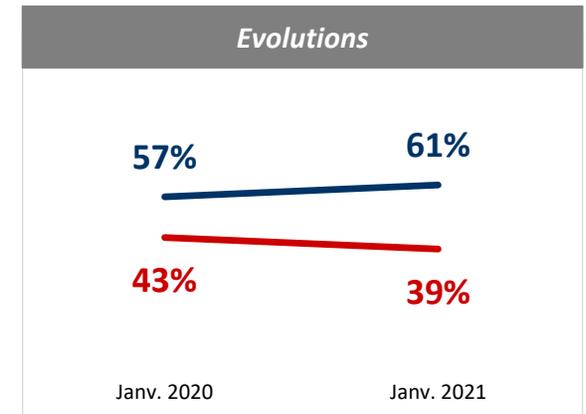
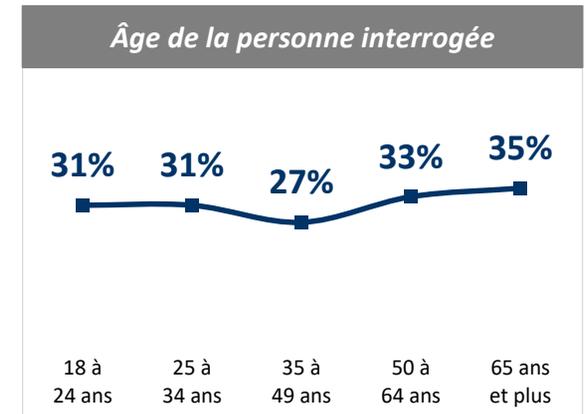
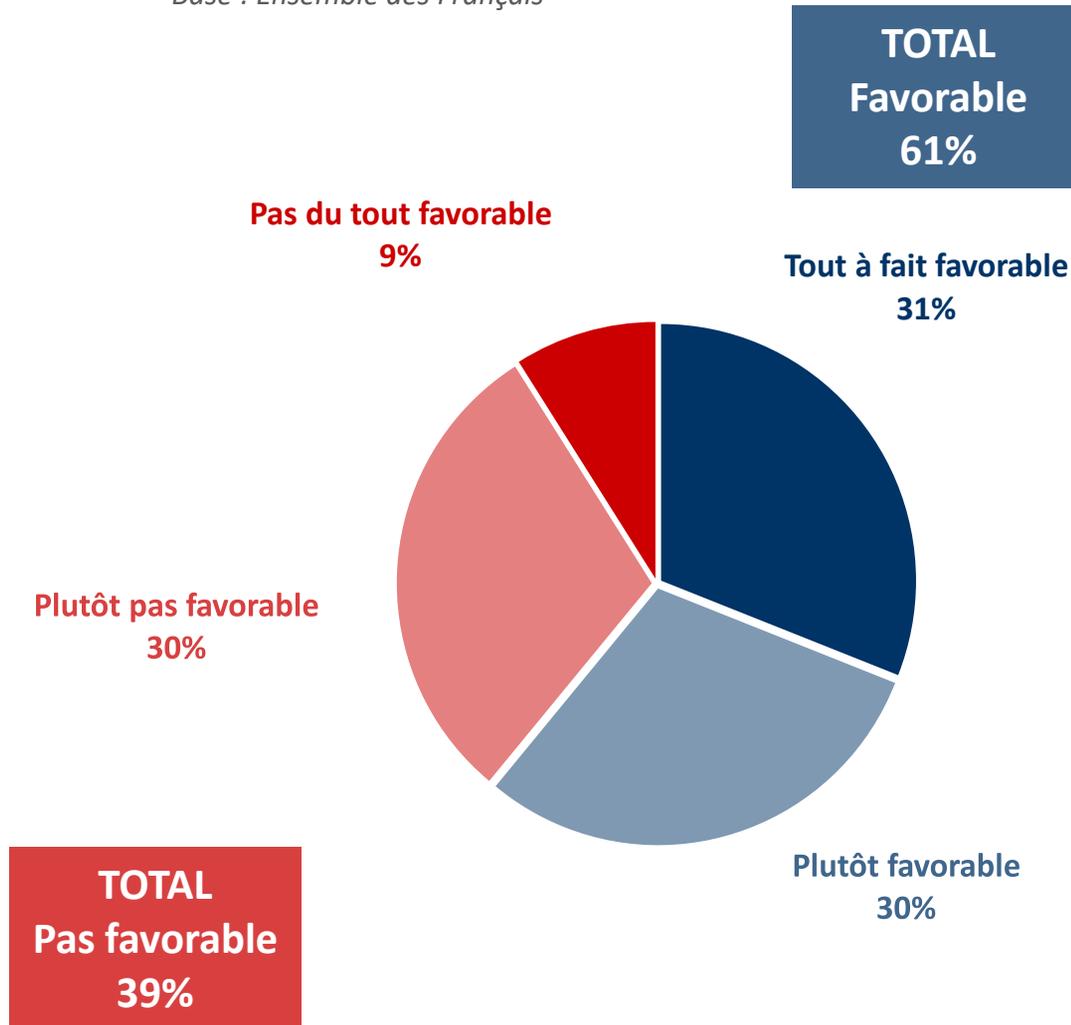


Evolutions



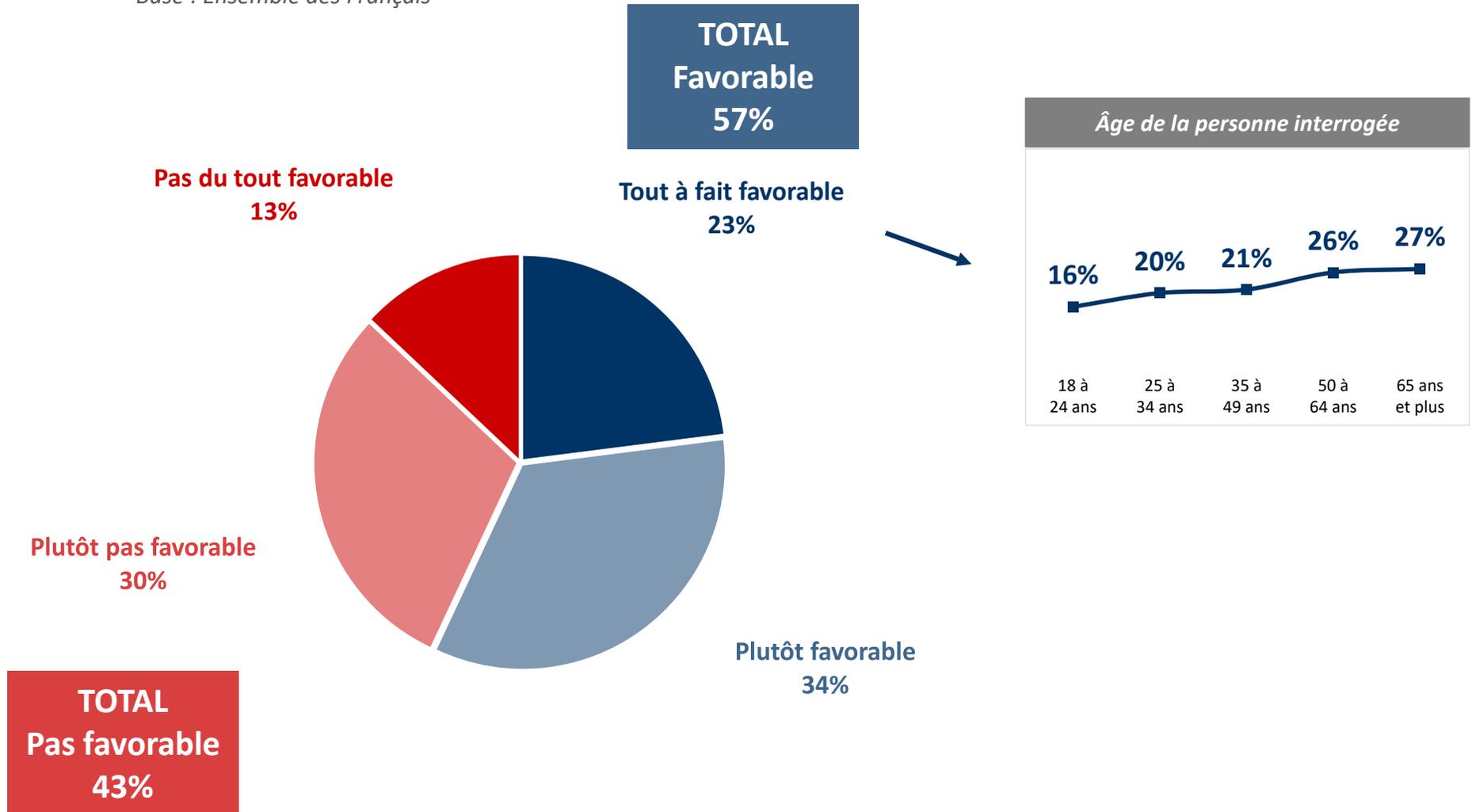
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à l'interdiction de la vente d'animaux de compagnie en animalerie ?

Base : Ensemble des Français



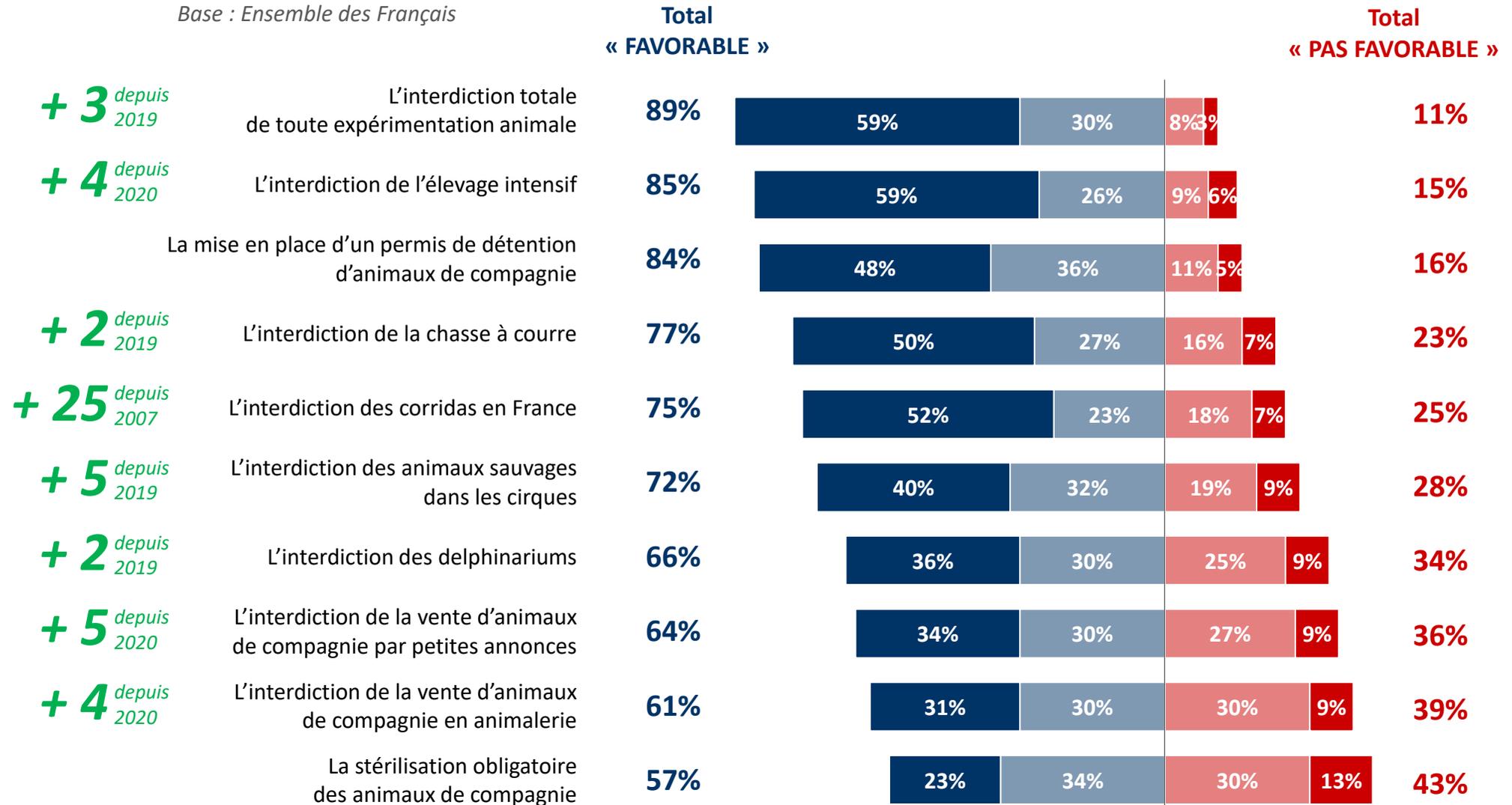
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à la stérilisation obligatoire des animaux de compagnie ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Diriez-vous que vous êtes favorable ou pas favorable à... ?

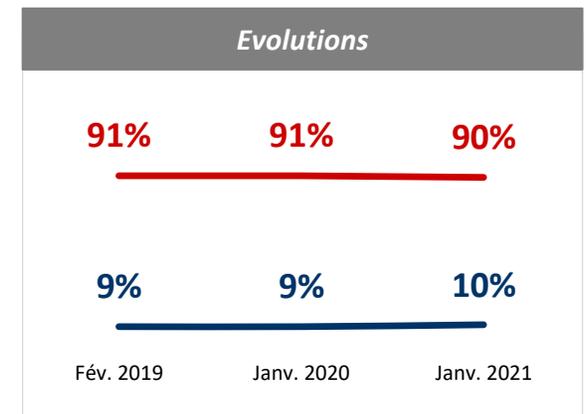
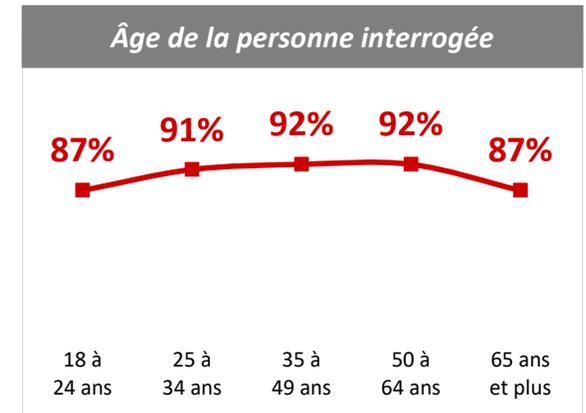
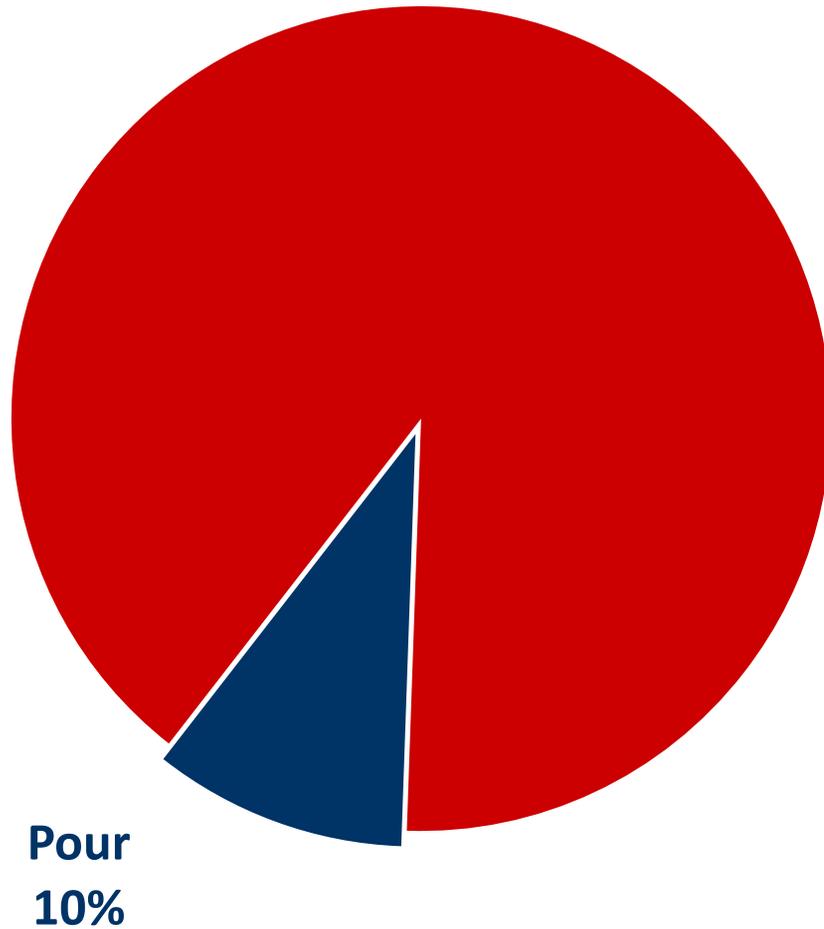
Base : Ensemble des Français



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

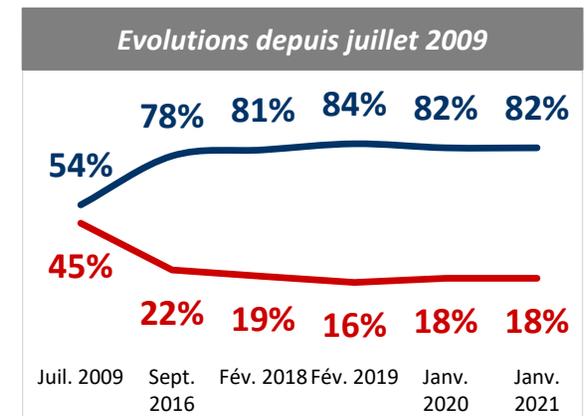
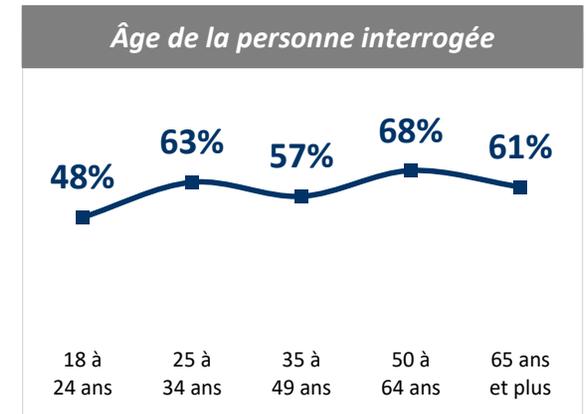
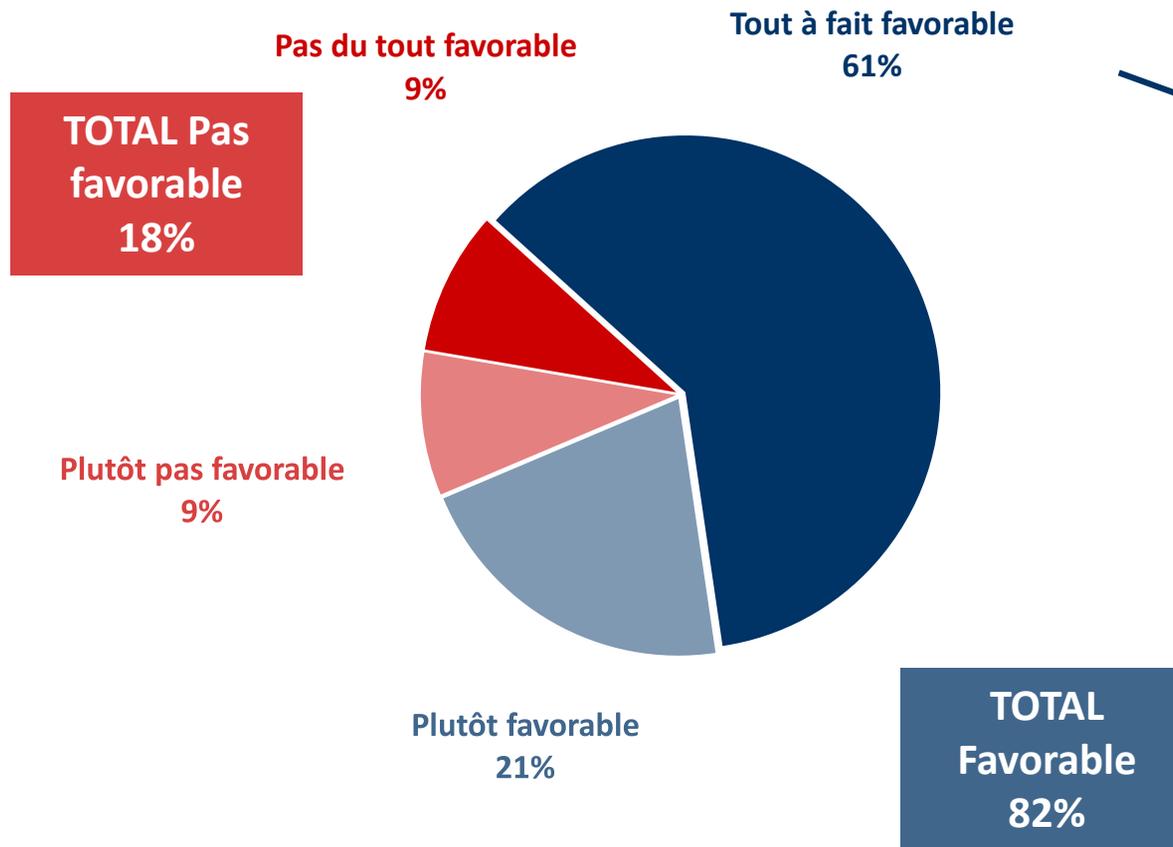
QUESTION : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes pour ou contre le commerce de la fourrure ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Au niveau national, en France, la chasse est autorisée les 7 jours de la semaine en période de chasse. Le dimanche, la nature est très fréquentée par des familles en promenade, des randonneurs, des joggeurs, des cyclistes, des cavaliers, etc. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à ce que le dimanche devienne un jour non chassé ?

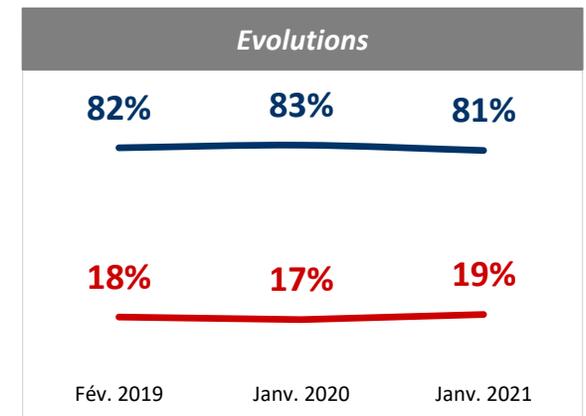
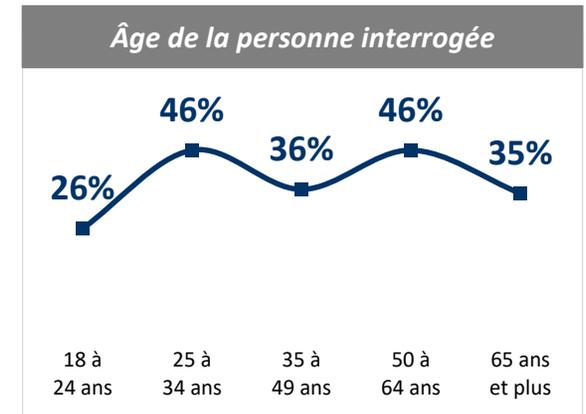
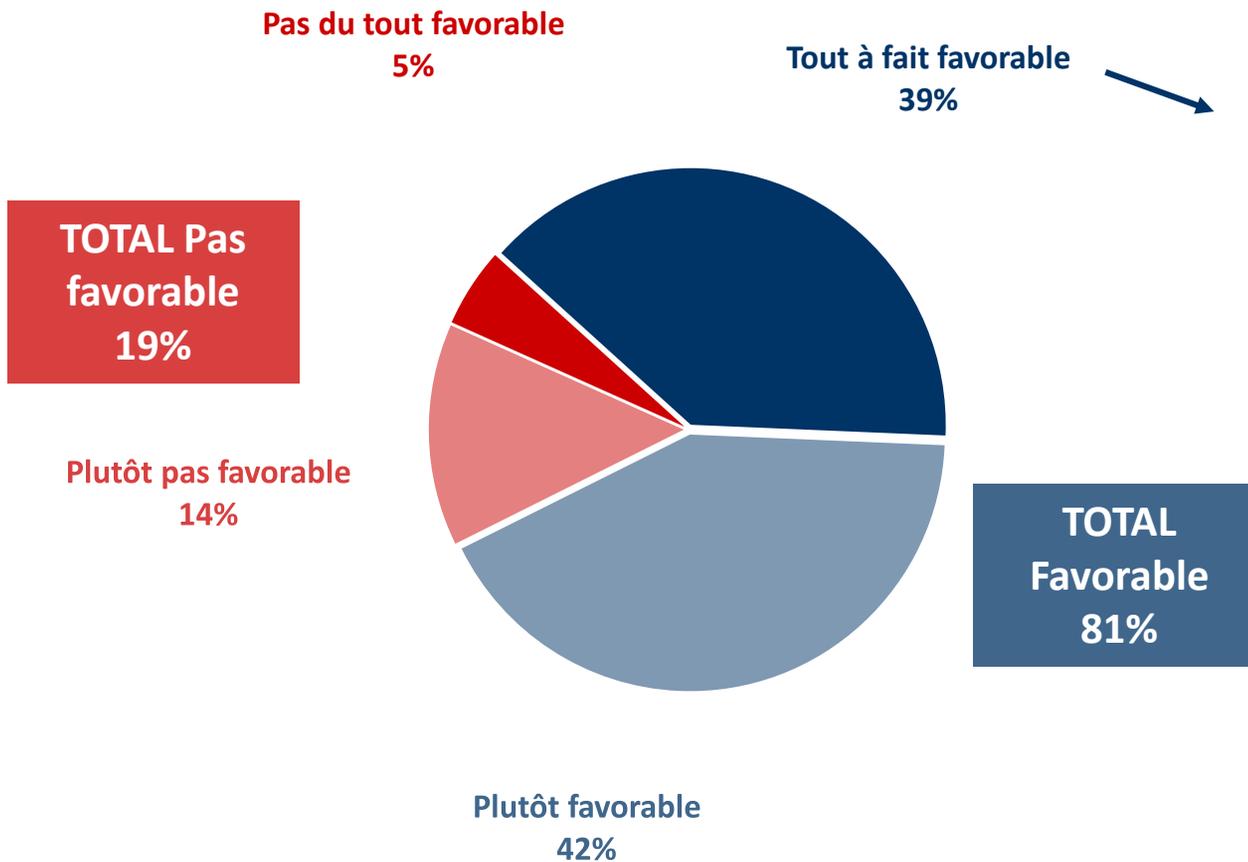
Base : Ensemble des Français



L'adhésion à l'abattage des animaux d'élevage sur leur lieu d'élevage plutôt que dans des abattoirs

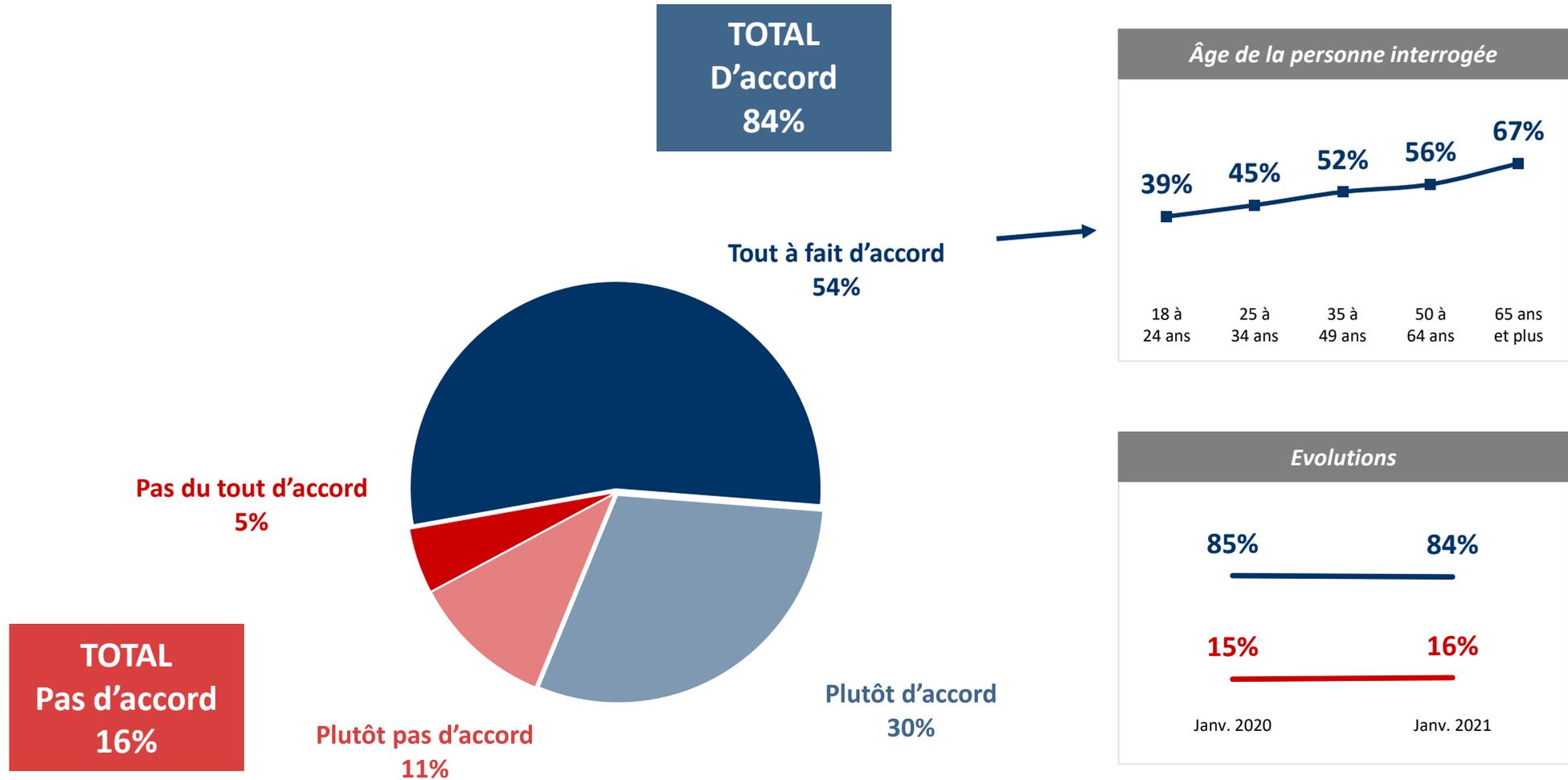
QUESTION : Pour éviter les abus dans les abattoirs (souffrance animale, cadences infernales, opacité des pratiques), seriez-vous favorable ou opposé à ce que les animaux d'élevage soient désormais abattus sur leur lieu d'élevage par des professionnels qui se déplaceraient sur les exploitations ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Vous personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante ? « Du point de vue de la protection des animaux, la pratique consistant à les abattre en pleine conscience, sans étourdissement préalable, est inacceptable quelles que soient les circonstances. »

Base : Ensemble des Français



3 | Les principaux enseignements



Pour la quatrième année consécutive, l'Ifop et la Fondation 30 Millions d'Amis se sont intéressés à l'opinion des Français au sujet d'un certain nombre de propositions destinées à favoriser le bien-être des animaux. L'étude observe cette fois encore un souci du bien-être animal largement répandu et en augmentation parmi les Français, lesquels jugent trop faible la prise en compte de cet enjeu par le personnel politique et les institutions. A l'heure où la proposition de loi sur le bien-être animal doit être débattue, les attentes des Français en la matière vont bien au-delà des ambitions affichées dans le texte.

Les Français ont une perception plutôt sévère de la prise en compte du bien-être animal par l'exécutif et les institutions.

En effet, **les Français sont cette année encore plus des deux tiers (69%) à estimer que les politiques ne défendent pas suffisamment bien les animaux.** Dans une moindre mesure, ils sont également une majorité à faire le même reproche aux juges et tribunaux (61%) ainsi qu'au législateur (57%, un recul de 3 points en un an mais un retour au niveau observé en 2019).

Concernant l'exécutif, **une large majorité de Français (68%) considère que le gouvernement ne prend pas suffisamment en compte la protection animale dans sa politique.** Si un progrès non négligeable sur ce point a pu être mesuré en un an (-7 points, sans doute en raison des mesures annoncées par la ministre de la Transition écologique en septembre dernier), ce score demeure toutefois très négatif, qui plus est à l'orée de la dernière année « utile » du gouvernement. **Ces résultats traduisent non seulement une forte attente de la part des Français en matière de protection animale, mais aussi une approbation de la direction dans laquelle le gouvernement s'est engagé. Attention toutefois pour l'exécutif à ne pas décevoir cette attente, sous peine d'un retour de bâton dans l'appréciation de son action en faveur du bien-être animal.**

L'interdiction des sources de souffrance animale est toujours soutenue par une large majorité de Français.

Une majorité de répondants soutient chacune des initiatives testées permettant de limiter la souffrance animale, et ce davantage que par le passé dans presque tous les cas. Ainsi, **les Français se déclarent toujours très majoritairement favorables à l'interdiction de toute expérimentation animale (89%, +3 points en un an), de l'élevage intensif (85%, +4), de la chasse à courre (77%), des corridas en France (75%) et de la présence d'animaux sauvages dans les cirques (72%)**. La plupart d'entre eux sont également en faveur de l'interdiction des delphinariums (66%, -3) et de la vente d'animaux de compagnie par petites annonces (64%, +5) ou même en animalerie (61%, +4), ces items relatifs à la vente d'animaux allant nettement plus loin que les mesures envisagées dans la proposition de loi sur le bien-être des animaux.

Parmi les nouvelles mesures proposées, la stérilisation obligatoire des animaux de compagnie suscite des avis moins tranchés mais emporte tout de même l'adhésion d'une majorité de Français (57%). Autre nouveauté, **l'hypothèse d'une mise en place d'un permis de détention d'animaux de compagnie (afin de lutter contre l'abandon) est massivement soutenue (par 84% des Français), encore une fois pour une mesure qui va bien plus loin que les pistes envisagées dans la proposition de loi sur le bien-être animal.**

En outre, **neuf Français sur dix sont toujours opposés au commerce de la fourrure (90%)**. L'adhésion à l'interdiction de la chasse le dimanche est elle aussi stable et largement majoritaire (82%, comme en 2020 mais 28 points au-dessus de la mesure de 2009).

Une forte adhésion aux différentes pistes d'amélioration des conditions d'abattage.

Sensibles aux conditions de vie des animaux, les Français le sont aussi quant au sort des animaux d'élevage voués à l'abattage. Ainsi, **81% des interviewés se disent favorables à ce que les animaux d'élevage soient abattus non plus en abattoir mais sur leur lieu d'élevage**, par des professionnels se déplaçant sur les exploitations.

En plus du lieu, les conditions d'abattage revêtent également de l'importance aux yeux des Français. **En 2021, 84% adhèrent ainsi à l'idée sans équivoque selon laquelle « la pratique consistant à abattre des animaux en pleine conscience est inacceptable quelles que soient les circonstances »**, 54% se déclarant même « tout à fait d'accord » avec cette affirmation (une proportion qui croît remarquablement avec l'âge, de 39% chez les moins de 25 ans à 67% chez les 65 ans et plus). L'ampleur de ces résultats, couplés à l'arrêt du 17 décembre 2020 de la CJUE, pressent ainsi les autorités pour légiférer sur les modalités concrètes d'abattage rituel, et ce alors que les Français n'ont jamais autant soutenu les mesures en faveur du bien-être animal.